

□ Editorial

Vive la paix

Gilles Martinet

Cet éditorial de Gilles Martinet avait été rédigé avant que le Conseil de Sécurité ait voté à l'unanimité un appel au cessez-le-feu. Le P.S.U. se réjouit de cette initiative conforme à son souhait. Il faut maintenant pour assurer une paix durable engager une négociation générale sur tous les problèmes du Moyen-Orient. — E.D.

La conclusion d'un cessez-le-feu : tel est le premier objectif à atteindre ; l'ouverture d'une négociation générale portant sur tous les problèmes en litige, y compris celui des réfugiés et celui du golfe d'Akaba, tel est le deuxième objectif.

Celui-ci suppose évidemment que les pays arabes reconnaissent l'Etat d'Israël, et non pas seulement le fait militaire israélien. Mais la leçon de cette crise me paraît évidente : de l'extrême droite à l'extrême gauche, il n'existe aucune force politique en Occident pour accepter qu'Israël soit rayé de la carte. Cela interdit pratiquement aux Arabes tout espoir de voir régler les problèmes palestiniens selon leurs vœux.

Les nations d'Asie et d'Afrique frémissent d'indignation devant ce veto occidental. Elles ne comprennent pas que des forces de gauche puissent soutenir et défendre l'une des dernières « colonies de peuplement » qui existe encore dans le monde.

Le peuple français a bien accepté le rapatriement d'un million de ses concitoyens dont l'installation en Afrique du Nord était assurément plus ancienne que celle des émigrés juifs de Palestine. Pourquoi refuser, lorsqu'il s'agit des Israéliens, de prendre en considération ce que l'on a finalement admis lorsqu'ils les Pieds-Noirs étaient en cause ? Il n'y a à cela qu'une seule réponse ; elle tient en un chiffre : 6 millions de morts. L'Europe vit encore dans le souvenir de l'immense crime hitlérien.

Mais pourquoi, demandent les Arabes, est-ce nous qui devrions subir les conséquences d'un massacre dont nous ne sommes pas responsables ? C'est, il faut le reconnaître, une question très légitime. Mais elle ne change rien à la détermination européenne de ne pas laisser disparaître Israël.

Cette acceptation d'une situation créée par la violence pour effacer une autre violence beaucoup plus atroce ne doit cependant pas nous conduire à une attitude de soutien inconditionnel de la politique israélienne.

Or, c'est bien cette forme de soutien qui a été posé ces derniers jours par un certain nombre d'hommes politiques et de journalistes français. Une partie de la presse — *France-Soir* et *L' Aurore* en tête — ont développé une campagne belliciste et préparé sciemment l'opinion à une initiative militaire israélienne. « La guerre préventive » a trouvé dans ce pays des partisans acharnés.

On a parlé à ce propos de « manifestations raciales ». C'est une expression que je n'emploierai jamais lorsque les collectivités qui sont en cause ont subi elles-mêmes l'oppression et la persécution. Je dirai seulement qu'il s'est produit une véritable explosion de patriotisme juif et que ce patriotisme l'a emporté sur toute autre considération. « Les Français avec nous » criaient les manifestants dans les rues de Paris.

Ce « nous » situe tout le problème.

Pour notre part nous entendons réagir en

socialistes et en internationalistes.

C'est de ce point de vue que nous nous inquiétons du deuxième aspect de la crise du Moyen-Orient car, à côté du rebondissement du vieil antagonisme Israélo-Arabe, nous avons assisté à un nouvel épisode de la lutte qui oppose une partie du tiers monde à l'impérialisme américain.

Tout en développant son action au Vietnam, celui-ci s'est montré depuis quelques mois très actif dans le bassin méditerranéen. La dictature militaire grecque n'aurait pu s'établir sans son appui et on peut penser qu'un autre coup devait être porté contre le fragile régime baasiste de Damas. L'Egypte nassérienne et avec elle les forces progressistes arabes sentaient se préciser une menace d'encerclement.

Les Soviétiques ont pensé qu'ils pouvaient mettre à profit cette situation et manifestaient

au Moyen-Orient une fermeté dont ils n'ont jamais fait preuve dans l'Asie du Sud-Est. Leurs encouragements à Nasser ont été un élément déterminant de la crise.

Mais il ne faut pas oublier que les Russes pensaient en agissant ainsi donner un coup d'arrêt aux entreprises américaines dans cette partie du monde.

Tout ce grand jeu risque maintenant d'aboutir à une partie nulle. La guerre peut donner des victoires à Israël ; elle ne lui ouvrira pas les portes de son avenir. Son problème n'est pas de vaincre les pays arabes : il est de se faire admettre par eux. Il est de s'insérer dans la réalité politique du Moyen-Orient.

C'est pourquoi nous sommes décidés à soutenir toute initiative qui ramènera la paix. □

□ Moyen-Orient

COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

DU P.S.U. (5 JUIN 1967)

« **D**evant la gravité des événements qui déchirent le Moyen-Orient, les socialistes doivent s'abstenir de toute position passionnelle et de toute attitude belliciste.

» Il est encore temps d'arrêter une effusion de sang qui risque de nous conduire au bord d'un conflit mondial. Une pression internationale qui s'exercerait dans les heures qui viennent pourrait imposer la conclusion d'un « cessez-le-feu » et l'ouverture, sous l'égide de l'O.N.U., d'une négociation globale sur tous les problèmes en litige.

» Le gouvernement français doit mettre à profit sa position de neutralité pour prendre toutes les initiatives susceptibles d'aboutir à ce résultat. »

□ COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

DU P.S.U. (3 JUIN 1967)

Devant le danger de guerre qui menace le Moyen-Orient, deux tendances se dessinent dans le pays. L'une et l'autre

affirment le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Mais tandis que la première souhaite qu'un appui direct soit dès maintenant

accordé à cet Etat, la seconde se montre favorable au maintien, quoiqu'il arrive, de la neutralité française.

Le P.S.U. n'approuve ni l'une ni l'autre de ces positions. La reconnaissance du droit du peuple israélien à l'existence ne se conçoit pas sans la promesse d'un soutien pour le cas où l'Etat juif serait attaqué par les armées arabes. Cette promesse doit être faite sans équivoque ni réticence.

Mais il faut aussi indiquer ce qui se passerait dans l'hypothèse où Israël prendrait l'initiative des opérations et dans celle où les puissances anglo-saxonnes tenteraient de forcer le Déroit de Tiran. De telles actions placeraient le monde entier au bord de la guerre et enfermeraient l'Etat d'Israël dans de nouvelles impasses. La France doit dire que dans ces deux cas elle n'apporterait ni aide ni soutien.

C'est par la négociation internationale et seulement par elle que doit être cherché, à travers mille difficultés, le règlement du problème de la sécurité des frontières, celui des réfugiés palestiniens et celui de la liberté de navigation dans le Golfe d'Akaba. Ce n'est

que par cette méthode que pourront être créées dans l'avenir les conditions d'un dialogue israélo-arabe susceptible d'aboutir à l'insertion de la réalité nationale juive dans un ensemble moyen-oriental.

Le P.S.U. souhaite que dans les heures graves que nous vivons des contacts se nouent entre les forces socialistes internationales afin de favoriser une solution pacifique de la crise. Cela suppose la dénonciation des menaces d'extermination dont le peuple israélien a été l'objet et de la propagande anti-arabe qui se développe dans notre pays. Cela implique également la condamnation de la politique d'ingérence à laquelle se sont livrées les grandes puissances, U.R.S.S. et Etats-Unis en tête, dans ces derniers mois. Cette intervention a pris un aspect particulièrement inquiétant depuis qu'a été assuré, avec l'appui des Etats-Unis, le succès du putsch militaire grec.

Dans cette action les forces socialistes devront rechercher l'appui des courants réellement progressistes qui existent en Israël comme dans les pays arabes. □